

- ▼ Association Rhône-Alpes pour le logement et l'insertion sociale (ARALIS) (Métropole de Lyon, Rhône-Alpes, France) (fonds d'archives)

- ▼ Sous-fonds du siège social (Espace des Brotteaux)
- ▼ Sous-fonds du Centre du Dauphiné

Association Rhône-Alpes pour le logement et l'insertion sociale (ARALIS) (Métropole de Lyon, Rhône-Alpes, France) (fonds d'archives)

Date :

1953-2000

Description physique :**Nombre d'unités de niveau bas :** 159**Genre/Carac. phys. :** Document d'archives**Nature du contenu :** Recherche détaillée ; Archives associatives ou de collectifs**Biographie ou histoire :****Présentation du producteur**

Aralis, Association loi 1901 fondée en 1951 sous le nom de Maison de l'Afrique du Nord, puis de Maison du Travailleur étranger, a pour objet, «sans distinction de religion, de philosophie et de politique, d'apporter son soutien et son aide psychologique et matérielle aux personnes isolées et aux familles, notamment aux ressortissants étrangers venus sur le territoire français dans le cadre de la législation en vigueur et de les aider, si nécessaire, dans leur démarche vers l'intégration. Elle porte une attention toute particulière aux personnes en difficulté d'insertion et d'adaptation à la Société française». En collaboration et complémentarité avec l'État, les collectivités territoriales, les organismes HLM, les mouvements associatifs, les fondations et les autres organismes ayant des objectifs similaires l'association se donne notamment pour mission:

- d'agir pour le droit au logement pour tous, dans le cadre de la législation en vigueur, en référence notamment à la loi n°90-449 du 31 mai 1990, visant à la mise en œuvre du droit au logement;
- d'accueillir, d'informer, d'accompagner dans leur parcours individuel les personnes citées, en matière d'accès aux droits sociaux, au logement et à la promotion sociale, notamment par l'emploi et la formation;
- de conduire toutes les études ou recherches permettant d'améliorer la connaissance des problèmes des personnes isolées, des pratiques et innovations sociales développées dans ce domaine;
- de gérer, aménager, construire ou acquérir des logements pour personnes isolées et ménages, adaptés à leurs situations et moyens, et favoriser ainsi leur insertion et leur autonomie;

Ayant son siège social à l'Espace des Brotteaux, 14 place Jules-Ferry, à Lyon, Aralis comptait, en 2002, un effectif de 140 salariés auxquels s'ajoutaient 26 salariés intervenant dans le champ social. Le Parc immobilier, constitué de 18 Foyers pour Travailleurs migrants et de 7 résidences sociales, soit 135 logements familiaux et 4056 lits, a permis l'accueil en 2001 de plus de 6000 résidents. Le parc immobilier de l'Association était alors implanté dans le Rhône (Lyon et agglomération lyonnaise, notamment Villeurbanne et Vaulx-en-Velin), la Loire (Saint-Étienne et Andrézieux-Bouthéon) et l'Isère (Villefontaine).

Depuis plus d'un demi-siècle, l'histoire d'Aralis demeure étroitement liée à celle de l'accueil des populations immigrées. Elle a été la réponse à des situations d'urgence pour résorber les bidonvilles et loger les travailleurs venus d'Afrique du Nord et, plus tard, accueillir des réfugiés. Aujourd'hui, elle apporte aussi des réponses aux difficultés des familles et des isolés. Elle est également ouverte à d'autres demandeurs, qui, à un moment de leur vie, connaissent un passage difficile. Selon les nationalités, le public accueilli en 2002 se répartissait de la façon suivante: française (27%), algérienne (26%), tunisienne (9%), marocaine (7%), Europe de l'Est (6%), Union européenne (2%), autres (23%). Les moins de 25 ans représentaient 21% et la tranche des 26-34 ans 33%. Parmi les différentes catégories socioprofessionnelles des résidents, les retraités constituaient le groupe le plus important (23%) devant les salariés (19%), les chômeurs (21%) et les bénéficiaires du RMI (13%), tandis que les étudiants et stagiaires étrangers, essentiellement chinois et maghrébins, représentaient près de 13 % et les demandeurs d'asile 6%. Il s'agissait d'un public essentiellement masculin (88% en 2002).

Sources: rapport d'activité 2002 et site Internet d'Aralis (www.aralis.org).**Histoire de la conservation :****Historique de la conservation**

"Avertissement : toutes les informations contenues dans cet instrument de recherche et concernant plus particulièrement le récolement et la localisation géographique des documents sont susceptibles d'avoir été grandement modifiées depuis la réalisation de cet inventaire".

Présentation du contenu :**Présentation du contenu**

Les fonds du siège social proviennent de différents services: Direction générale (54 ml), Personnel (34 ml), Finances et Comptabilité (100 ml), Patrimoine (35 ml) et Affaires sociales (30 ml).

- Les archives de la Direction générale concernent tous les secteurs de la vie administrative de l'Association et des établissements des années 1960 à nos jours ainsi que les relations avec les pouvoirs publics et d'autres organismes privés.
- Les archives du service Patrimoine sont constituées de dossiers relatifs à l'acquisition de terrains, à l'aménagement ou à la restructuration de foyers ou de logements sociaux en secteur diffus. Les archives du secteur Patrimoine donnent également de précieuses indications sur la vie des foyers et sur les résidents.
- Les Archives du Service du Personnel révèlent la diversité de profils des salariés d'Aralis (intervenants sociaux, chargés d'opérations immobilières, surveillants de foyer&). Elles sont constituées de dossiers de gestion, de fiches individuelles, de contrats de travail et de correspondance avec les instances représentatives du personnel.
- Les archives du service de l'action sociale témoignent des différents moyens mis en œuvre auprès de publics spécifiques afin de lutter contre les problèmes d'insertion et de logement: animations de loisirs, actions socioéducatives, suivi individualisé... Ces archives concernent aussi les relations avec les associations ou institutions partenaires, notamment au sein de l'UNAFO et dans le cadre de groupes de travail mis en place à l'échelle départementale ou régionale.

Les fonds conservés au Centre Dauphiné sont constitués, d'une part, par quelques archives administratives et documents du service animation du foyer (entreposés au sous-sol) et, d'autre part, des dossiers des usagers du Centre d'accueil, d'information et d'orientation des étrangers (conservés dans les bureaux du rez-de-chaussée). Le CAIO, créé en 1974 par convention entre la MTE et les pouvoirs publics, était chargé de l'accueil des étrangers dans le département. Outre ses missions de renseignements et de médiation, le CAIO assure aujourd'hui la constitution et le suivi des dossiers de retraite des travailleurs étrangers (dossiers archivés par numéro d'ordre dans des meubles à classeurs suspendus).

Sources complémentaires :

Les archives publiques offrent des renseignements précieux sur le contexte historique général de l'action sociale en faveur des migrants, mais aussi sur les spécificités régionales et locales de l'hébergement et du logement pour travailleurs immigrés. D'autres fonds, d'organismes publics ou privés, pourraient enrichir la liste des archives présentées ci-dessous: associations partenaires d'Aralis, UNAFO, Caisse des dépôts et consignations, entreprises, cabinets d'architectes, cultes, particuliers (membres de la MTE, élus locaux&).

1. Archives nationales
2. Archives départementales
3. Archives communales
4. Bibliothèque municipale de Lyon

- 1.1. Site de Paris (ex-Centre historique des Archives nationales)

Versements du secrétariat général du ministère de l'Intérieur (F1A 4811 et suivants)

Action sociale en faveur des Nord-Africains, Service de coordination des informations nord-africaines (SCINA), Société nationale de construction de logements pour les travailleurs originaires de l'Algérie (Sonacotra), rapports sur le logement des Nord-africains en France&

Versements du ministère de l'Intérieur, service des affaires musulmanes et de l'action sociale (SAMAS) devenu Service de liaison et de promotion des migrants (SLPM) F1A 5010 à 5136

Fonds très riche sur le logement et l'action sociale pour les immigrés dans le Rhône et la Loire (Dixième région).

Versements du ministère de l'Intérieur, Inspection générale de l'administration (1959-1961) (F1A 5192 et suivants)

Enquêtes sur le logement des travailleurs nord-africains.

Versements du ministère de l'Intérieur, comptabilité générale

Subventions à des œuvres de bienfaisance: [&] Comités Amitiés africaines. (F4 3154)

Versements de la Direction de la Réglementation, Bureau de la réglementation des lieux publics

Fermeture administrative des débits de boissons tenus par des Nord-Africains: départements de la Loire et du Rhône (F7 15114 et 15116)

Versements du secrétariat général du gouvernement et services du Premier ministre (F60)

Affaires sociales concernant les Nord-Africains et les ressortissants des pays d'Outre-mer.

- 1.2. Site de Fontainebleau (ex-Centre des archives contemporaines)

Les versements des ministères de l'Intérieur, du Logement, du Travail, de la Santé et des Affaires sociales (Direction de la Population et des Migrations, Commission nationale pour le logement des travailleurs immigrés et de leurs familles, Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles, sous-direction des étrangers et de la circulation transfrontière) présentent des dossiers sur les foyers et l'hébergement des travailleurs immigrés.

- 1.3. Site de Roubaix (ex-Centre des archives du monde du travail)

Le fonds du conseil national du patronat français présente plusieurs dossiers sur l'immigration dans le Rhône et sur le logement des immigrés après 1945.

- 2.1. Département de l'Isère

Les versements du secrétariat général de la préfecture (4337 W) présentent des documents sur le Service régional de la promotion des migrants (1965-1967), des statistiques diverses concernant la population algérienne (1965-1971) et des dossiers sur le logement des travailleurs étrangers dans les centres d'hébergement, les foyers hôtels, les HLM (1965-1971). Le fonds de la Direction départementale des Renseignements généraux (7945 W) contient un dossier sur les foyers d'hébergement pour Algériens (années 1950-1960).

2.2. Département de la Loire

Dans la série J (archives privées déposées), plusieurs fonds présentent des documents sur les Nord-Africains dans le département: fonds des Houillères de la Loire (15 J), travaux de recherche (11 J), archives ouvrières Creusot-Loire CFDT (32 J), fonds de l'Association service social familial des migrants (133 J) et fonds de l'Union départementale CGT-FO (20 J). Ce dernier contient des éléments sur l'Association stéphanoise pour l'hébergement des travailleurs nord-africains, sur le Foyer africain, sur l'association *Amitiés africaines*, sur les Algériens et les associations algériennes.

Dans la série W (archives postérieures à 1940), certains versements sont à étudier plus spécifiquement: cabinet du Préfet, Service de promotion et de liaison des Migrants, Renseignements généraux, Service de coordination des informations nord-africaines (SCINA), Inspection générale de l'administration en mission extraordinaire (IGAME), directions de la préfecture (notamment le bureau des associations et celui de l'action sociale), Office public HLM, Caisse d'Allocations familiales, Conseil général, Service d'assistance technique de Saint-Étienne (créé en 1959), Contrôle social de la main-d'œuvre nord-africaine (rattaché au ministère du travail)&

2.3. Département du Rhône

Le fonds du Service des affaires musulmanes et du Service Liaison Promotion des Migrants du Rhône (cabinet du préfet) a été versé aux archives départementales:

Archives départementales du Rhône, «*L'Immigration nord-africaine dans le Rhône (1950-1970)*» *Versement 248 W, Service des affaires musulmanes et service de liaison et de promotion des migrants (1950-1970), répertoire numérique détaillé*, par Céline Jourdan-Meille, sous la direction de Florence Beaume et publié sous la direction de Philippe Rosset, Lyon, Conseil général du Rhône, 1997.

Ce service intervenait dans toutes les questions concernant le logement des immigrés, notamment auprès de la MTE.

Comme pour le département de la Loire, les autres versements de la série W sont à observer dans le détail, en particulier les dossiers relatifs au Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE), les fonds de l'IGAME, du SCINA, du SAT de la préfecture de police à Lyon, de la SONACOTRA& Tous ces organismes, dans les années 1950-1960, sont au cœur de l'action pour le logement et l'hébergement des travailleurs immigrés. Dans le fonds du cabinet du préfet, le versement 437 W présente plusieurs dossiers sur les foyers d'hébergement de l'agglomération lyonnaise dans les années 1950-1960; dans les versements de l'administration générale, le lecteur observera plus particulièrement les dossiers 975 W 28 et 84. Les fonds de la Direction départementale de l'équipement se révèlent également riches en informations sur la construction des foyers de travailleurs immigrés dans la région Rhône-Alpes.

3.1. Ville de Lyon

Parmi les versements effectués par les services municipaux, il faut s'attarder plus particulièrement sur les suivants:

- Conseil municipal et cabinet du maire (par exemple délibérations en matière d'accord de garantie à ARALIS pour emprunt destiné à financer la réhabilitation de foyers);
- adjoint délégué aux relations sociales et adjoint délégué au logement social;
- urbanisme (881 WP Aménagement urbain: immigration, commission d'urbanisme);
- police administrative (hébergement collectif, dossiers d'agrément);
- affaires sociales, animation sociale (775 WP Maison de l'Afrique du Nord: subventions de 1951 à 1972; procès verbaux des séances en 1952 à 1953).
- finances et domaines (266 et 268 WP Office public municipal des Habitations à Loyer modéré et bureau d'aide sociale depuis les années 1950).

Les fonds de l'hygiène publique (1101 WP) présentent plusieurs dossiers relatifs à l'hébergement des immigrés:

- 1101 WP 15 : Campements et immeubles insalubres : mise en demeure, rapports, correspondance. 1969-1977
- 1101 WP 16 : Hébergements collectifs : législation, organisation (1945-1976); demandes et révisions d'agrément, visites de contrôle (1973).
- 1101 WP 17 : Hébergements collectifs. Garnis clandestins : déclarations d'insalubrité, procès-verbaux (1967-1976) ; fermeture de garnis, création de foyers : correspondance administrative, listes (1970-1971). [Courrier du préfet de la région au médecin directeur du bureau d'hygiène sur le relogement d'urgence des occupants de garnis et des habitants des bidonvilles de Vénissieux et de Saint-Fons (7 décembre 1967); courrier du médecin directeur du bureau d'hygiène et des services de médecine de la ville de Lyon au maire au sujet de la suppression des garnis servant aux travailleurs étrangers (la plupart Algériens et Portugais) fonctionnant dans des conditions inadmissibles au point de vue sanitaire (15 décembre 1967); courrier du préfet régional au maire de Lyon sur la fermeture de garnis (tenus notamment par des compatriotes des migrants) et l'ouverture de foyers Sonacotra (4 octobre 1968); courrier du préfet de la Région Rhône-Alpes au maire de Lyon au sujet de la fermeture des garnis insalubres dans la Communauté urbaine de Lyon et du relogement de 1386 travailleurs migrants dans les foyers-hôtels Sonacotra ouverts à Vaulx-en-Velin, Villeurbanne, Saint-Priest, Tassin-la-Demi-Lune et les foyers d'hébergement de la MTE à Lyon 3 et à Saint-Priest (27 octobre 1970); «le voyage au bout de la nuit s'achèvera peut être pour les marchands de sommeil au seuil de la préfecture», article de presse par Odile Cimetière (20 décembre 1971); SLPM (région Rhône-Alpes, cabinet), département du Rhône, liste des foyers hébergeant en totalité ou en partie des travailleurs migrants à la date du 31 mars 1973.]
- 1101 WP 18 à 24 : Hébergements collectifs : dossiers d'agrément accordés en 1973 et 1978.

3.2. Autres communes

Les archives des communes où sont implantées les résidences d'Aralis sont susceptibles d'apporter des éclairages historiques sur le logement des immigrés (Vaulx-en-Velin, Villeurbanne, Vénissieux, Saint-Priest, Saint-Étienne&). Pour les périodes plus récentes, le lecteur pourra également prospecter les documents produits par la Communauté urbaine de Lyon (Grand Lyon).

Fonds photographiques: le fonds Georges Vermard, composé de 580 reportages de presse réalisés à Lyon et dans la région dans les années 1960-1980, présente des photographies sur les centres d'hébergement).

Dossiers de presse: outre les articles répertoriés ci-dessous, la base des dossiers de presse contient des articles relatifs aux foyers Sonacotra.

- Le Progrès, le journal de Lyon et du Rhône*: François Péloille, «Foyers pour immigrés: colère et stupéfaction de l'Aralis» (20 avril 1996); Agnès Pierre, «Des dortoirs pour immigrés aux résidences sociales/ARALIS» (3 juillet 2000); «Villeurbanne : réfugiés kurdes : si difficile, là-bas et ici... Foyer Nicolas Garnier» (11 mars 2001); David Blanchard, «Zéotrope, jeune compagnie théâtrale, est en résidence au sein du foyer Aralis, à l'Espace 76 à Villeurbanne» (23 juillet 2001); Julie Litas, «Un Foyer de travailleurs immigrés dans le Vieux-Lyon» (7 mars 2002); Dominique Menvielle, «Méfiance autour du foyer Aralis de la Rue Duquesne» (24 février 2003).
- Lyon capitale*: Aude Spilmont, «Aralis, 50 ans» (11 septembre 2002).
- Lyon capitale, le mensuel*: Jacques Tjrol, «Ils ont donné leur santé à la France: Aralis» (1er décembre 2003).
- Lyon matin*: «Foyers d'hébergement: les résidents ont la parole» (7 septembre 1999).
- Le Monde, édition Rhône-Alpes*: Sandrine Blanchard, «Les Responsables de foyers d'immigrés rejettent les amalgames» (11 septembre 2002).
- Le Tout Lyon et le Moniteur judiciaire réunis*, «À la Recherche des mémoires d'immigrés en Rhône-Aralis/ARALIS: fiche d'identité» (7 avril 2000).
- La Tribune de Lyon*: «Immigration, vie de dortoirs» (10 novembre 2005).

Bibliographie :

Bibliographie

Les travaux généraux sur l'immigration en Rhône-Alpes et les publications de la Sonacotra ne sont pas signalés dans cette bibliographie sélective sur les foyers de travailleurs migrants.

Jacques Barou, «Du foyer pour migrants à la résidence sociale : utopie ou innovation», *Hommes et Migrations*, n°1202, octobre 1996.

Brigitte Berrat, «Les trajectoires résidentielles et l'intégration d'immigrés sortant de foyers», *Migrations Etudes*, n° 52, octobre 1994.

Ahmed Boubeker, *Familles de l'intégration*, Paris, Stock, 1999.

Annick Brun, UNAFO, *Les foyers de travailleurs migrants et la loi Besson: le droit au logement des plus démunis (action d'information et de formation) Synthèse des travaux et bilan 1992-1993*, Paris, UNAFO, 1994

Henri Cuq, *Mission parlementaire sur la situation et le devenir des foyers de travailleurs migrants*, 1996.

Écarts d'identité, revue trimestrielle sur l'intégration éditée par l'Association dauphinoise pour l'accueil des travailleurs étrangers (ADATE à Grenoble): n°94 «Du foyer du travailleur migrant à la résidence sociale: quelles mutations», Grenoble, 2000-2001 (n° réalisé avec l'UNAFO); n° hors série «Traces en Rhône-Alpes des mémoires d'immigrés», Grenoble, avril 2002 (n° réalisé avec ARALIS).

Échange et promotion, *Approche de la situation du logement des immigrés*, 1982.

Loïc Ferron, «Immigrés: réintégrer les foyers dans la ville», *Urbanisme*, n° 274-275, mai-juin 1994.

Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations, *Les difficultés d'accès ou de maintien dans un logement des jeunes immigrés ou issus de l'immigration: identification des discriminations*, 2002.

[Entretiens réalisés auprès de 65 jeunes et 35 professionnels (dont personnel des résidences et foyers) à Evry, Villeurbanne et Vienne.]

Haut comité pour le logement des plus défavorisés, *Le besoin de cohérence dans la politique du logement*, 5e rapport, 1999 et *La lutte contre les exclusions*, 7e rapport, 2001.

Les Immigrés dans la cité, le Système d'encadrement dans les foyers 1973-1982, Thèse, Paris, 1983.

Christian Legrand, *Le Logement populaire et social en Lyonnais 1848-2000*, Éditions aux arts, CAUE, 2001.

[Voir en particulier: chapitre II Bases historiques et territoires sociaux en Lyonnais (logement social de 1946 à 1998, aperçu sur l'histoire de l'immigration dans l'agglomération lyonnaise) et chapitre III

Actions, acteurs, opérateurs et partenaires du logement social.]

Jean-Yves Loude (textes) et Hervé Nègre (photos), *Histoire de vie*, MTE, Villeurbanne, 1992.

Migrations Santé, La retraite dans la trajectoire migratoire, n°99-100, 1999.

[Articles sur les migrants vieillissants dans les foyers.]

Ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports, «Circulaire du 20 février 1989: orientations prioritaires pour l'utilisation du 1/9e réservé aux populations immigrées ainsi qu'aux populations en difficulté», *Moniteur des TPB*. suppl. n° 4452, 24 mars 1989.- p. 29

[Participation des employeurs réservée en priorité au logement des travailleurs étrangers ou des populations en difficulté: création de logements dans le patrimoine de bailleurs sociaux ou privés ou actions de réhabilitation de logements familiaux ou de logements foyers.]

Association «Moderniser sans exclure Rhône-Alpes» film réalisé dans un foyer Aralis.

Daniel Pelligra, Association Peuplement et migrations, «Parcours avant escale», 52'.

[Immigration en Rhône-Alpes.]

Autres données descriptives :

Exploitation du document

Table des sigles

ABC : Association des bailleurs et constructeurs

ACAL : Association collective pour l'accès au logement

ADATE : Association dauphinoise pour l'accueil des travailleurs étrangers

AFTAL : Association de foyers de travailleurs de l'agglomération lyonnaise
ALHTRAM : Association lyonnaise pour l'hébergement des travailleurs migrants
ALPIL : Action lyonnaise pour l'insertion par le logement
ARALIS : Association Rhône-Alpes pour le logement et l'insertion sociale
ARIEL : Association de recherche et d'intervention pour l'emploi dans la région lyonnaise
ASLIM : Action de soutien au logement d'insertion et au meublé
CAFAL : Caisse d'Allocations familiales de l'arrondissement de Lyon
CAIO : Centre d'aide administrative d'information et d'orientation
CFDT : Confédération française démocratique du travail
CGT-FO : Confédération générale du travail Force ouvrière
CHSCT : Comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail
CIL : Caisse interprofessionnelle de Lyon
CLLAJ : Comités locaux pour le logement autonome des Jeunes
DIU : Dossier d'intervention intérieure sur ouvrages
DOE : Dossier des ouvrages exécutés
FAS : Fonds d'action sociale
GIACL : Groupement interprofessionnel d'aide à la construction de logement
GMORL : Groupement des maîtres d'ouvrages de la région lyonnaise
IGAME : Inspection générale de l'administration en mission extraordinaire
MTA : Maison de l'Afrique du Nord
MTE : Maison du travailleur étranger
OPHLM : Office public d'habitations à loyer modéré
PDLPD : Plan départemental d'action pour le logement des populations défavorisées
PLAI : Plan local pour l'accueil et l'insertion
PLIE : Plan local pour l'insertion et l'emploi
RMI : Revenu minimum d'insertion
SAMAS : Service des affaires musulmanes et de l'action sociale
SAT : Service d'assistance technique de la préfecture de police
SCINA : Service de coordination des informations nord-africaines
SICAV : Sociétés d'Investissement à Capital Variable
SLPM : Service de liaison et de promotion des migrants
SONACOTRA : Société nationale de construction pour les travailleurs
SSAE : Service social d'aide aux émigrants
UNAF0 : Union nationale des associations gestionnaires de foyers de travailleurs migrants et de résidences sociales
URSSAF : Union de Recouvrement de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales

Organisme : Association Génériques

Mots-clés

Typologie Recherche détaillée Archives associatives ou de collectifs

Thème archive français

Personne (physique ou morale) Association Rhône-Alpes pour le logement et l'insertion sociale (ARALIS) (Lyon, Rhône-Alpes, France)